

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots

Objet	Affrètement de navires support professionnels de taille moyenne, sans cabine à bord, pour accueillir jusqu'à 10 archéologues-plongeurs avec équipements, avec un retour au port chaque soir, dans le domaine public maritime (DMP) et les espaces proches : <ul style="list-style-type: none">- Drom Guadeloupe et Martinique- Drom Mayotte
--------------	---

Table des matières

ARTICLE 1 : PRESENTATION DE L'INRAP	3
ARTICLE 2 : OBJET ET DUREE.....	3
ARTICLE 3 : PERSONNES CHARGEES DE LA CONDUITE DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'exécution des prestations	4
ARTICLE 5 : prix - MONTANT	5
ARTICLE 6 : operations de verifications.....	7
ARTICLE 7 : PENALITES.....	7
ARTICLE 8 : MODalites de reglement	8
ARTICLE 9 : contrôle opérationnel et nautique du navire	11
ARTICLE 10 : responsabilite – couverture des risques	11
ARTICLE 11 : ARRET TEMPORAIRE, DEFINITIF, OU REPORT DE LA MISSION	11
ARTICLE 12 : PROPRIETE DU MATERIEL	12
ARTICLE 13 : NANTISSEMENT DE CREANCE	12
ARTICLE 14 : DECLARATIONS	12
ARTICLE 15 : EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
ARTICLE 16 : RESILIATION	13
ARTICLE 17 : MARCHE SIMILAIRE.....	13
ARTICLE 18 : DEVELOPPEMENT DURABLE	13
ARTICLE 19 : LITIGES	14
ARTICLE 20 : DEROGATIONS.....	14

ARTICLE 1 : PRESENTATION DE L'INRAP

Créé par la loi de 2001 sur l'archéologie préventive, l'Institut national de recherches archéologiques préventives est un établissement public placé sous la tutelle des ministères de la Culture et de la Recherche. Il assure la détection et l'étude du patrimoine archéologique en amont des travaux d'aménagement du territoire. Il est compétent sur l'ensemble du territoire, pour toutes les périodes, de la Préhistoire à nos jours. Il intervient dans tout type de contexte : urbain, rural, subaquatique et sous-marin, tracés autoroutiers et ferrés, réseaux électriques ou gaziers.

Il réalise chaque année quelque 1 800 diagnostics archéologiques et plus de 200 fouilles pour le compte des aménageurs privés et publics, en France métropolitaine et outre-mer. À l'issue des chantiers, l'Inrap assure l'analyse et l'interprétation des données de fouille et leur diffusion auprès de la communauté scientifique. Ses missions s'étendent à la diffusion de la connaissance archéologique au public le plus large : visites de chantiers, expositions, publications, conférences, production audiovisuelle, etc.

Ses 2 200 agents, répartis dans 8 directions régionales et interrégionales, 42 centres de recherches et un siège à Paris, en font le plus grand opérateur de recherche archéologique européen.

L'Inrap, établissement public à caractère administratif, est soumis au Code de la commande publique.

ARTICLE 2 : OBJET ET DUREE

2.1- Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'affrètement de navires support professionnels de taille moyenne, sans cabine à bord, pour accueillir jusqu'à 10 archéologues-plongeurs avec équipements, avec un retour au port chaque soir, dans le domaine public maritime (DPM) et les espaces proches :

Ce marché est alloté selon la zone géographique d'intervention suivante :

- Lot 1 : le DPM des DROM Guadeloupe et Martinique;
- Lot 2 : le DPM du DROM Mayotte

Chaque lot est dévolu par marché séparé.

Chaque lot représente un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par émission de bons de commande.

2.2- Durée des marchés

Sous réserve des dispositions relatives à la résiliation du marché public figurant à l'article 16 du présent CCAP, chaque lot est conclu à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 48 mois.

2.3- Prestations supplémentaires éventuelles non obligatoires (PSE)

Le titulaire peut, en complément de l'offre financière de base, présenter une offre financière relative aux prestations supplémentaires éventuelles non obligatoires, comme précisé dans le Bordereau des prix (BPU).

Cette offre s'ajoute à l'offre de base.

Le choix de ces prestations ne résulte pas de l'application des critères d'attribution.

Le choix de lever ou non la PSE se fera au moment de l'attribution du marché

ARTICLE 3 : PERSONNES CHARGEES DE LA CONDUITE DES PRESTATIONS

3.1- Pour l'Inrap

Pour chaque mission, l'Inrap désignera le responsable du suivi technique des prestations.
Le titulaire recevra de cette personne toutes informations relatives à l'exécution des prestations dans le cadre des présentes dispositions.

3.2- Pour le titulaire

Le titulaire de chaque lot désigne une personne (nom, prénom, fonction, courriel, numéro(s) de téléphone) chargée de le représenter auprès de l'Inrap pour toute question concernant la bonne exécution des prestations. Elle devra être désignée au plus tard dans les 15 jours suivants la notification.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 – Conditions générales

Le contenu et les modalités d'exécution des prestations sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Pour chaque marché, les prestations sont exécutées par émission de bons de commande.

Les demandes d'affrètement font l'objet de courriels effectués par une personne habilitée par l'Inrap. Un bon de commande sera émis à l'issue de ce courriel.

L'accomplissement des prestations ne peut intervenir que postérieurement à l'émission du bon de commande.

Les bons de commande mentionnent obligatoirement :

- le numéro et la date du bon de commande ;
- le numéro du marché ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le délai d'exécution du bon de commande ;
- le montant HT et TTC ;
- le lieu d'exécution concerné ;
- le lieu de facturation.

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou, en cas d'empêchement, par toute personne ayant reçu délégation de signature à cet effet.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché sous réserve que le délai d'exécution de la commande concernée n'excède pas 3 mois au-delà de la durée de validité du marché.

Si la durée d'exécution figurant sur le bon de commande est supérieure à 3 mois, le bon de commande pourra prévoir un fractionnement des paiements.

Ce fractionnement devra figurer sur le bon de commande.

4.1 – Annulation des bons de commande

Dans le cadre d'un report imprévu de mission, l'Inrap se laisse la possibilité d'interrompre l'exécution d'une prestation prévue par un bon de commande.

Les modalités relatives à l'annulation de ces prestations sont les suivantes :

- de 3 mois à 1 mois avant le démarrage de la mission, aucun montant ne sera versé au titulaire
- de 1 mois à 5 jours ouvrés avant le démarrage de la mission : 10 % du forfait d'immobilisation/démobilisation sera versé au titulaire
- à partir de 5 jours ouvrés : 100% du forfait mobilisation/démobilisation sera versé au titulaire

Ces modalités d'annulation s'appliquent sous réserve que le bon de commandé ait été émis, à l'exclusion de tout autre versement.

ARTICLE 5 : PRIX - MONTANT

5.1 – Montant

Les montants minimum et maximum de chaque accord-cadre figurent à l'acte d'engagement propre à chaque lot.

5.2 – Prix

Les prix (unitaires ou forfaitaires) sont spécifiés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), propre à chaque lot.

Les prix sont réputés :

- inclure toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution de la prestation, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices ;
- tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations normalement prévisibles dans les conditions prévues au présent accord-cadre, y compris les frais de transport, d'hébergement du titulaire, les formalités (contact avec le port, organisation...) et les coûts nécessaires pour faire relâche dans quelque port que ce soit. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte
- établis aux conditions économiques du mois précédent la remise des offres, soit Mo ;
- affectés des remises éventuelles consenties au titre du présent marché ;
- franco de port quel que soit le montant de la commande
- fermes pendant 12 mois à compter de la date de la notification, puis révisables annuellement à la date anniversaire.

Le mois Mo est fixé à décembre 2025.

5.3 Prix de règlement

La formule applicable à la révision des prix fixés au bordereau des prix propre à chaque lot se définit comme suit :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \frac{IPICR\ 01}{IPICR\ 01_0} + 0,15 \frac{IPINB\ 01}{IPINB-01_0} + 0,10 \frac{ICTrev-TS2}{ICTrev-TS2_0}]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé
P₀ : Prix initial

IPICR : Indice de prix d'importation des produits industriels – A17 C2, CPF 19- produits de la cokéfaction et du raffinage – hors zone euro – base 2021- Données mensuelles brutes – identifiant 010765482

IPINB : Indice de prix d'importation des produits industriels – CPF 30.1- Navires et bateaux – toutes zones – base 2021- Données mensuelles brutes – identifiant 010765259

ICTrev-TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Dans le secteur : Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 poste M) - Base 100 en décembre 2008 – identifiant 001565195

IPICR 01, IPINB-01, et ICTrev-TS2 : la valeur de ces indices est la dernière connue et publiée, même provisoire lors de la révision des prix, à la date de notification .

IPICR 01₀, IPINB-01₀ et ICTrev-TS2₀ : la valeur de ces indices est celle du mois précédant la remise des offres, soit décembre 2025.

Les prix ainsi obtenus sont applicables à compter de la date anniversaire du marché et fermes pour un an. Ils n'ont pas à être constatés par avenant.

Les indices TP01 et ICTrev-TS sont applicables pour la révision des prix du présent marché ou tout autres indices qui leur seraient substitués par l'Insee.

5.4- Réexamen des prix pour cause fortuite

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, notamment l'évolution à la hausse ou à la baisse du prix des carburants, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les indices utilisés pour la

révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

5.5 – Ajout de prix au BPU

Les prestations accessoires récurrentes dont l'Inrap aurait besoin en cours d'exécution du marché pourront être ajoutées au BPU.

Si le prix nouveau proposé par le titulaire est accepté par l'Inrap, il est intégré au BPU, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant au présent marché.

A cette fin, le titulaire fournit à l'acheteur public, une mise à jour complète du BPU du marché concerné par la modification. Le nouveau BPU sera signé par les deux parties et applicable à compter de la date de signature de l'Inrap, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant. Le nouveau BPU se substituera à la version initiale.

ARTICLE 6 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par la personne publique le jour même de la livraison. Elles consistent à s'assurer que les éléments livrés répondent au type de matériel indiqué au bon de commande, aux spécifications du CCTP et à l'offre du titulaire. Ces vérifications font l'objet d'un procès-verbal de livraison signé par les deux parties.

En cas d'admission, le service fait est prononcé et entraîne le paiement de la prestation.

ARTICLE 7 : PENALITES

Par dérogation au CCAG/FCS, les pénalités suivantes sont cumulatives et applicables sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée. Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par précompte sur les paiements à lui faire.

Chaque marché étant un accord-cadre s'exécutant par émission de bons de commande, les pénalités de retard sont applicables à chacun des délais et à chaque commande concernée.

7.3- Pénalités applicables à l'affrètement de navires professionnels sans cabines

- Mauvais fonctionnement du bateau support ou de l'annexe proposée par rapport à celles mentionnées dans l'offre technique, une pénalité de 2 000 € par jour sera appliquée si le délai de remise en état de fonctionnement dépasse 24h ;

- Dans le cas où le délai de mise à disposition du navire et des équipements à compter de la notification du marché et/ou de la réception du bon de commande indiqués dans l'offre du titulaire est dépassé, une pénalité de 1000 € par jour de retard est appliquée ;

- Absence de conformité du bateau support ou de l'annexe proposée par rapport à celles mentionnées dans l'offre technique, une pénalité de 4 000 € sera appliquée ;

- Dans le cas où le titulaire ne respecte pas le port temporaire indiqué dans le bon de commande, et que ce nouveau port temporaire est plus éloigné que celui proposé dans l'offre, une pénalité de 3000 € est appliquée

- En cas de dysfonctionnement des équipements techniques et de sécurité nécessaires à la bonne marche du navire et/ou des éventuels matériels techniques complémentaires (pour les lots des territoires ultra-marins), le titulaire dispose de quatre heures pour effectuer la réparation. Au-delà, une pénalité de 1500 € / jour à partir du jour suivant cette défaillance.

7.4 – Pénalités relatives au travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail, des pénalités pourront être appliquées au titulaire, quelque soit le lot, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités est égal au plus à 10% du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'Inrap pourra soit appliquer les pénalités précitées, soit rompre le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

7.5. Retard n'engageant pas la responsabilité du titulaire

Lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire, et notamment si cette cause est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure, fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais prévus, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur : le délai ainsi prolongé, par décision administrative, a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai d'exécution initial porté dans le marché.

Aucune prolongation de délai d'exécution ne peut être accordée pour des événements survenus après l'expiration du délai initial contractuel, éventuellement déjà prolongé.

ARTICLE 8 : MODALITES DE REGLEMENT

8.1- Modalités de règlement spécifique

8.1.1 Avance

Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'article 11 du CCAG/FCS (option A), le taux de l'avance est, pour chaque bon de commande remplissant les conditions précisées ci-avant, de :

- 20 % du montant TTC du bon de commande en cause, lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique
- 10% du montant TTC du bon de commande en cause, lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant du bon de commande, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire peut renoncer à l'avance, en l'indiquant dans l'acte d'engagement.

8.1.2 Retenue de garantie

Le marché ne fait pas l'objet de retenue de garantie.

8.2- Modalités de règlement général

8.2.1 Modalités générales de facturation et remise des factures

Les factures devront être transmises par voie dématérialisée exclusivement via le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

Lors du dépôt sur le portail Chorus il faudra **obligatoirement** préciser le n° d'EJ et le nom du service qui se trouvent en haut à droite de tous les bons de commande émis par l'Inrap. Ces bons de commande sont émis sans pour autant remettre en cause la nature du marché.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Inrap peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Après les opérations de vérification (avec ou sans réfaction), le titulaire adresse une facture mensuelle par opération correspondant aux bons de commande émis durant le mois de prestation.

Les factures afférentes au paiement seront établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande sur la facture ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, du mandataire, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ;
- l'adresse de facturation si différente de celle du lieu d'établissement du Titulaire ou du mandataire en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- la nature des prestations facturées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le lieu de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
- le numéro de TVA intracommunautaire.

L'Inrap se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'Inrap à Paris.

8.2.2 Conditions et délais de paiement

Le paiement des prestations s'effectue service fait.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la compatibilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/FCS et conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

Le règlement s'effectue dans un délai global de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par la personne publique.

La date de réception de cette demande correspond à la notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

La personne publique se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en faisant porter les montants au compte indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement.

8.2.3 Interruption de paiement

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'Inrap.

Les modalités de mise en œuvre de l'interruption de paiement et du nouveau délai de paiement sont celles prévues aux articles R.2192-28 et R.2192-29 du code de la commande publique.

8.2.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité par le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 9 : CONTROLE OPERATIONNEL ET NAUTIQUE DU NAVIRE

Le capitaine, les officiers et l'équipage du navire sont employés par le titulaire et sont sous l'unique responsabilité du titulaire. Aucun autre passager n'est autorisé à bord, sauf accord préalable de l'Inrap.

Si l'Inrap a de sérieuses raisons d'être insatisfait du comportement professionnel d'un membre de l'équipage, le titulaire devra rechercher toute solution pour faire cesser la mésentente, y compris en procédant au remplacement du personnel concerné.

Le titulaire, le capitaine et l'équipage sont tenus de respecter la confidentialité des communications, renseignements ou documents dont ils auraient connaissance à l'occasion de la réalisation des missions conduites dans le cadre du présent marché.

Le titulaire conserve la gestion nautique du navire, l'Inrap assure son contrôle opérationnel lors des missions conduites dans le cadre du présent marché.

Le capitaine engage le titulaire dans la gestion nautique du navire : la sécurité du navire et de ses embarcations annexes demeure sous la responsabilité du capitaine qui seul décide des mesures à prendre en la matière. L'équipe de contrôle ne participe en aucun cas à la manœuvre du navire et de ses annexes.

En cas de doute sur la sécurité des opérations de plongée, le capitaine en informe le représentant de l'Inrap. En cas de désaccord, l'avis du capitaine prévaut sur celui du représentant de l'Inrap.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITE – COUVERTURE DES RISQUES

10.1- Responsabilité entre les cocontractants

La responsabilité s'exerce à l'égard des biens et des personnes conformément aux dispositions du droit maritime commercial français applicable au contrat d'affrètement à temps.

10.2 – Responsabilité vis-à-vis des tiers

A l'égard des tiers au marché, la responsabilité s'exerce conformément à la législation nationale française et aux conventions internationales en vigueur, étant entendu que le capitaine est le seul responsable et maître de la manœuvre et que sa responsabilité reste entière dans le cadre ainsi défini.

10.3 Assurances pour risques ordinaires – renonciations à recours

En fonction de la responsabilité qui lui incombe, le titulaire souscrira ou maintiendra en vigueur les polices de responsabilité civile y compris celles concernant les dommages dus à la pollution. Un exemplaire des polices d'assurance sera produit à l'Inrap avant la signature du marché.

ARTICLE 11 : ARRET TEMPORAIRE, DEFINITIF, OU REPORT DE LA MISSION

La météo pouvant considérablement influencer le déroulement d'une mission, l'arrêt temporaire, définitif ou le report d'une mission se font d'un commun accord entre le responsable d'opération, le

représentant de l'Inrap à bord, assisté du Chef d'opération hyperbare, et le capitaine du navire pour l'affrètement des navires support professionnels.

Dans le cas où un accord ne peut être trouvé, la décision du capitaine, responsable des personnes et des biens à bord, prévaut.

ARTICLE 12 : PROPRIETE DU MATERIEL

La formule de financement en crédit-bail ou avec option étant expressément exclue, au terme du marché, l'Inrap ne sera en aucun cas propriétaire des éléments loués, qui reste la propriété du titulaire.

ARTICLE 13 : NANTISSEMENT DE CREANCE

Le présent marché pourra faire l'objet de nantissement ou de cession de créances conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

ARTICLE 14 : DECLARATIONS

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire devra fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°),
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. R. D.8222-5-3°),
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. R. D.8222-5-1°), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 Décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail.

ARTICLE 15 : EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, l'Inrap peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 16 : RESILIATION

La personne publique peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail.

La personne publique peut aussi résilier de plein droit dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre VII du CCAG/FCS.

Pendant la période comprise entre la décision de résiliation et la date d'effet de la résiliation, l'exécution des prestations devra être poursuivie par le titulaire.

Le refus ou l'impossibilité pour le titulaire de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation du marché.

En outre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 de la partie législative du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément au III de l'article L2195-5 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 17 : MARCHE SIMILAIRE

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra recourir à un marché public sans publicité préalable ni mise en concurrence avec le titulaire du présent marché.

Ce marché négocié aura pour objet des prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le marché principal.

Le montant maximum de ce marché de prestations similaires pourra aller jusqu'au montant maximum du marché initial.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle le nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 18 : DEVELOPPEMENT DURABLE

18.1- Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire appliquera les engagements de développement durable et responsabilité sociétale de son offre.

18.2- Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

ARTICLE 19 : LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée à l'article 46 du CCAG/FCS.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de l'Inrap.

ARTICLE 20 : DEROGATIONS

L'article 20 du CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG-FCS en ne procédant pas à l'établissement de la liste des dérogations dudit CCAG.